STAND, SPEAK, ACT

Thèmes **: « Les ressources au sein du ministère de l’environnement et du développement durable méritent d’être augmentées »**

L’oxygène, cette molécule de la taille de 0,29 nanomètre qui, invisible et minuscule assure la continuation de la vie sur terre. Pourtant la valeur de ce molécule n’a jamais été aussi pertinent jusqu’au moment où des mères, des pères, des malades du coronavirus meurent devant les portes des hôpitaux. Ces scénarios se sont répétés en Inde, en Chine, en Amérique et dans les pays qui ont les plus enregistrés de nombre de décès. Sans vouloir être alarmiste : faut-il être devant des situations extrêmes pour se rendre compte de la valeur des choses considérées habituellement comme moindre ? En effet rien de ce qui assure la survie n’est donnée .la preuve ? Une bouteille d’oxygène coûte entre 108 000 et 225 000 ariary selon un rapport de l’UNICEF. Voilà maintenant que Madagascar sort du confinement sans pour autant minimiser les menaces de la pandémie dont les dangers des prochaines vagues restent suspendues comme l’épée de Damoclès. Mais dans la péripétie de l’urgence sanitaire, une menace aussi imminente doit être considérée avec la même véhémence : la conservation de nos ressources naturelles qui longtemps a été négligée durant ces dernières années : explosions des trafics de tortues dans la région de Toliara, persistance des déforestations dans les airs protégés, pillages de ressources maritimes (pêches illicites et commerces des espèces sauvages), braconnages de toutes sortes. Tout cela sous les yeux impuissant de l’administration publique. Mais à qui sera imputée la faute ? Témoignage d’une mauvaise volonté des hauts responsables ? Ou est-ce plutôt par manque d’éducation, d’information et de sensibilisation que d’autres secteurs sont placés déraisonnablement au-dessus de l’environnement et du développement durable ?

Les doléances du ministère démontrent que cette branche de l’exécutif subis une fois de plus cette tendance à négliger l’essentiel : seulement 1,16 % du budget de l’Etat sera alloué au ministère de l’environnement et du Développement Durable. Cette somme non dérisoire mais pour autant toujours pas suffisante pour mettre en œuvre les actions à entreprendre dans le cadre de l’IEM. Faudra-t-il rappeler les impacts de cette crise au sein du MDD qui à priori, à défauts de moyens sont lents dans leurs interventions et la réalisation de leur missions. Les foyers incendiaires d’origines criminelles ou naturelles ont besoins d’être éteints par des interventions rapides et efficaces. De même la défense de nos zones territoriales économiques a besoin de moyens de locomotions pour transporter les produits des saisies de l’administration forestière et maritime. Mais pour un résultat à long terme, il ne suffit pas seulement de prévoir mais aussi de réparer les dégâts dû aux différentes exploitations massives des ressources naturelles : organisation des reboisements pour rétablir un paysage vert non seulement sur les hautes terres mais aussi dans les périphéries. Faut-il aussi rappeler les engagements de Madagascar dans le domaine de l’environnement notamment dans la Convention de Rio et les autres accords multilatéraux qui ont pour objectifs de préparer « le futur que nous voulons ». Que retenir du passage du Coronavirus ? Lorsque l’économie capitaliste s’effondre, lorsque tous les artifices humains ne sauvent pas, la nature reprend au galop. L’essentiel et le stricte nécessaire à la survie de l’humanité sont liés à la préservation de l’environnement. Jusqu’à quand Madagascar se réfugiera derrière de la pauvreté pour justifier tout manquement à ses obligations ? Il n’est pas question de manque de budget de l’Etat mais de manque de sens de priorité. Il est temps de prendre conscience de l’importance de la diversité biologique de Madagascar qui est un patrimoine national, mais dont la destruction aura un impact sur le plan international. Il est temps d’élargir les visions, d’agrandir les moyens, de les décentraliser pour une plus grande efficience et toucher un large territoire : la stratégie de lutte pour la conservation de l’environnement doit pouvoir couvrir tout le territoire du pays.

Trop de sensibilisations ont été faites, trop de cris d’alarmes ont été lancés, ou est-ce qu’il faut plus que des mouvements pacifiques pour faire comprendre aux autorités que les menaces sont réelles et les mesures à prendre, actuelles. Du moins, la loi de finances de cette année a déjà été votée mais par les motifs évoqués ci-dessus, le ministère de l’environnement et du Développement Durable a besoin de plus de considération de la part des institutions Etatiques et une des premières manifestations de cette considération est d’octroyer les fonds nécessaires pour la mise en œuvre des nombreuses actions dans le cadre de l’IEM. Ceci ne serait que promesse tenue des différentes actions pour l’IEM qui ne peuvent être entreprises sans considérations de l’environnement. Merci pour votre attention.